

Rapport financier 2010

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Norbert

Code géographique : 52070

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), MARTINE LABERGE, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Norbert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-02-08 Signature _____

Dernière modification : 2011-03-08 15:57:54

Réservé au ministère

1 551 459	(6 857)	741 773	,9408
-----------	---------	---------	-------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Saint-Norbert, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Norbert au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Norbert inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15,16 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

DATE 2011-01-31

Dernière modification : 2011-03-08 15:57:54

Réservé au ministère

1 551 459	(6 857)	741 773	0,9408
-----------	---------	---------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Saint-Norbert, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Norbert au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Norbert inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-03-08 15:57:54

Réservé au ministère

1 551 459	(6 857)	741 773	0,9408
-----------	---------	---------	--------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010		Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	736 960	741 773			741 773	768 310
Paiements tenant lieu de taxes	2	1 292	3 852			3 852	1 192
Quotes-parts	3						
Transferts	4	67 365	92 368			92 368	82 244
Services rendus	5	5 290	12 000			12 000	4 239
Imposition de droits	6	30 000	29 649			29 649	17 060
Amendes et pénalités	7	2 300	3 969			3 969	5 804
Intérêts	8	3 100	10 985			10 985	9 972
Autres revenus	9	20 000	23 876			23 876	28 172
	10	866 307	918 472			918 472	916 993
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13						114 561
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17						114 561
	18	866 307	918 472			918 472	1 031 554
Charges							
Administration générale	19	177 583	191 074	9 594		200 668	185 327
Sécurité publique	20	169 766	168 828			168 828	160 107
Transport	21	188 173	172 644	68 181		240 825	296 188
Hygiène du milieu	22	170 718	162 310	4 347		166 657	205 346
Santé et bien-être	23	8 769	8 769			8 769	6 215
Aménagement, urbanisme et développement	24	31 807	32 774			32 774	28 810
Loisirs et culture	25	119 491	101 049	5 759		106 808	165 278
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27						338
Amortissement des immobilisations	28		87 881	(87 881)			
	29	866 307	925 329			925 329	1 047 609
Excédent (déficit) de l'exercice	30		(6 857)			(6 857)	(16 055)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1		(6 857)	(16 055)
Moins: revenus d'investissement	2	()	()	114 561
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3		(6 857)	(130 616)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		87 881	81 117
Produit de cession	5		1 500	
(Gain) perte sur cession	6		(1 500)	
Réduction de valeur	7			
	8		87 881	81 117
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	()	()	()
	18			
Affectations				
Activités d'investissement	19	()	56 086	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	20 000	20 000	90 000
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21			
Montant à pourvoir dans le futur	22			
Financement des investissements en cours	23			
	24	20 000	(36 086)	90 000
	25	20 000	51 795	171 117
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	20 000	44 938	40 501

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1			114 561
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	()	45 002	()
Sécurité publique	3	()	()	()
Transport	4	20 000	11 084	65 919
Hygiène du milieu	5	()	()	()
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()
Loisirs et culture	8	()	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	20 000	56 086	65 919
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		56 086	
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	20 000		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16			
	17	20 000	56 086	
	18			(65 919)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19			48 642

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	116 794	140 711	132 950
Charges sociales	2	19 589	17 180	16 317
Biens et services	3	411 309	310 513	582 084
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4			
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			338
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9		360 275	227 403
Autres	10	264 456	8 769	7 400
Autres organismes	11	19 159		
Amortissement des immobilisations	12		87 881	81 117
Autres				
-	13	35 000		
-	14			
-	15			
	16	866 307	925 329	1 047 609

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	736 960	741 773	768 310
Paiements tenant lieu de taxes	2	1 292	3 852	1 192
Quotes-parts	3			
Transferts	4	67 365	92 368	196 805
Services rendus	5	5 290	12 000	4 239
Imposition de droits	6	30 000	29 649	17 060
Amendes et pénalités	7	2 300	3 969	5 804
Intérêts	8	3 100	10 985	9 972
Autres revenus	9	20 000	23 876	28 172
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	866 307	918 472	1 031 554
Charges				
Administration générale	12	177 583	200 668	185 327
Sécurité publique	13	169 766	168 828	160 107
Transport	14	188 173	240 825	296 188
Hygiène du milieu	15	170 718	166 657	205 346
Santé et bien-être	16	8 769	8 769	6 215
Aménagement, urbanisme et développement	17	31 807	32 774	28 810
Loisirs et culture	18	119 491	106 808	165 278
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20			338
	21	866 307	925 329	1 047 609
Excédent (déficit) de l'exercice	22		(6 857)	(16 055)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		1 543 991	1 562 870
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		14 325	(2 824)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		1 558 316	1 560 046
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		1 551 459	1 543 991

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1		(6 857)	(16 055)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(20 000)	(56 086)	(65 919)
Produit de cession	3		1 500	
Amortissement	4		87 881	81 117
(Gain) perte sur cession	5		(1 500)	
Réduction de valeur	6			
	7	(20 000)	31 795	15 198
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(20 000)	24 938	(857)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		292 130	292 987
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		292 130	292 987
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		317 068	292 130

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	255 470	49 981
Placements temporaires	2		238 810
Débiteurs (note 5)	3	106 186	111 471
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	361 656	400 262
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	44 588	108 132
Revenus reportés (note 11)	13		
Dette à long terme (note 12)	14		
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	44 588	108 132
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	317 068	292 130
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	1 234 391	1 251 861
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 15)	21		
	22	1 234 391	1 251 861
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	1 551 459	1 543 991
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(6 857)		(16 055)
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	87 881		81 117
Autres				
-Gain cession immobilisation	3	(1 500)		
-	4			
	5	79 524		65 062
Variation nette des éléments hors caisse				
Placements temporaires de plus de trois mois	6			
Débiteurs	7	5 285		(26 199)
Autres placements à long terme	8			
Autres actifs financiers	9			
Créditeurs et charges à payer	10	(63 544)		88 227
Revenus reportés	11			
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Propriétés destinées à la revente	13			
Stocks de fournitures	14			
Autres actifs non financiers	15			
	16	21 265		127 090
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	17	(56 086)	(65 919)
Produit de cession	18	1 500		
	19	(54 586)		(65 919)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	20	()	(
Remboursement ou cession	21			
	22			
Activités de financement				
Émission de dettes à long terme	23			
Remboursement de la dette à long terme	24	()	(
Variation nette des emprunts temporaires	25			
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26			
Autres				
-	27			
-	28			
	29			
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(33 321)		61 171
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	288 791		227 620
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	255 470		288 791

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité a été formée le 1er juillet 1855 et est régie par le code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

Les états financiers ne sont pas consolidés

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont présentés selon la comptabilité d'exercice.

C) Stocks

N/A

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'origine et présentées à titre d'actif au bilan à la valeur amortie.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile suivante:

Infrastructure	40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Équipement informatique	5 ans

La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante :, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date duselon la méthode suivante :

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****G) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés,

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées :

- à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés :

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :

- pour le passif constaté au 1er janvier 2007 et les excédents de la charge sur les sommes à verser en fiducie :

H) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

A compter de 2007, la municipalité applique les principes comptables généralement reconnus du Canada recommandés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

La modification de méthodes comptables concernant les terrains et les subventions reportées a été appliquée.

La modification de méthodes comptables concernant le périmètre comptable, les paiements de transfert, les dépenses reportées, les revenus reportés a été appliquée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	45 195	48 569
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	19 565	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	24 327	43 265
Organismes municipaux	8		
Autres			
-	9		
-	10	17 099	19 637
	11	106 186	111 471
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
<hr/>			
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<hr/>			
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	44 588	108 099
Salaires et avantages sociaux	38		33
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
-	42		
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	44 588	108 132

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
-	50		
-	51		
	52		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

2010

2009

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne				53
Obligations et billets en monnaies étrangères				54
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises				55
Organismes municipaux				56
Obligations découlant de contrats de location-acquisition				57
Autres				58
				59
Frais reportés liés à la dette à long terme				60 () ()
				61

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2011	62	70	78	87	95
2012	63	71	79	88	96
2013	64	72	80	89	97
2014	65	73	81	90	98
2015	66	74	82	91	99
2016 et +	67	75	83	92	100
	68	76	84	93	101
Intérêts et frais accessoires			85 ()		102 ()
	69	77	86	94	103

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations

		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104	132		159		186		
Eaux usées	105	173 877	133	160		187		173 877
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	1 632 198	134	161	(14 325)	188		1 646 523
Autres	107	59 693	135	162		189		59 693
Réseau d'électricité	108	15 790	136	163		190		15 790
Bâtiments	109	449 766	137	164		191		449 766
Améliorations locatives	110		138			192		
Véhicules	111	133 920	139	11 084	166		193	145 004
Ameublement et équipement de bureau	112	91 180	140	45 002	167	5 145	194	131 037
Machinerie, outillage et équipement divers	113		141		168		195	
Terrains	114	12 747	142		169		196	12 747
Autres	115		143		170		197	
	116	<u>2 569 171</u>	144	<u>56 086</u>	171	<u>(9 180)</u>	198	<u>2 634 437</u>
Immobilisations en cours	117		145		172		199	
	118	<u>2 569 171</u>	146	<u>56 086</u>	173	<u>(9 180)</u>	200	<u>2 634 437</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119		147		174		201	
Eaux usées	120	130 249	148	4 347	175		202	134 596
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	762 012	149	50 858	176		203	812 870
Autres	122	19 767	150	2 985	177		204	22 752
Réseau d'électricité	123	14 143	151	412	178		205	14 555
Bâtiments	124	214 565	152	11 131	179		206	225 696
Améliorations locatives	125		153		180		207	
Véhicules	126	85 395	154	11 162	181		208	96 557
Ameublement et équipement de bureau	127	91 179	155	6 986	182	5 145	209	93 020
Machinerie, outillage et équipement divers	128		156		183		210	
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>1 317 310</u>	158	<u>87 881</u>	185	<u>5 145</u>	212	<u>1 400 046</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>1 251 861</u>					213	<u>1 234 391</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219		221	
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>					223	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	
<hr/>		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	
<hr/>		
Note		
<hr/>		
15. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	230	
Frais reportés		
-	231	
-	232	
	233	
<hr/>		
Note		
<hr/>		
16. Engagements contractuels		
a) Collecte, transport, récupération, disposition des déchets et recyclage; 110 525\$ pour l'année 2011.		
b) Entretien des chemins d'hiver: 57 325\$ pour l'exercice 2010-2011, 58 013\$ pour 2011-2012, 58 701\$ pour 2012-2013, 58 701\$ pour 2013-2014 et 58 7014 POUR 2014-2015.		
c-Quote-part des dépenses de la Municipalité Régionale du Comté d'Autray. La quote-part de la municipalité dans la dette de la M.R.C était de 114 621 \$ au 31 décembre 2010.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

Pour reclassifier les immobilisations de l'année précédente.

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

20. INSTRUMENTS FINANCIERS

INSTRUMENTS FINANCIERS

A) Risque de taux d'intérêt

La municipalité gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

b) Juste valeur

Les justes valeurs des actifs et des passifs financiers correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	317 068	243 488
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2		
Montant à pourvoir dans le futur	3 ()	(
Financement des investissements en cours	4		48 642
Investissement net dans les éléments à long terme	5	1 234 391	1 251 861
	6	1 551 459	1 543 991

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
-	7		
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
<hr/>			
Réserves financières			
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20		
<hr/>			
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21		
Fonds parcs et terrains de jeux	22		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23		
Société québécoise d'assainissement des eaux	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25		
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27		
Autres			
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
	33		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	35 () ()	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () ()	
Régimes non capitalisés	37 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () ()	
Autres	39 () ()	
Régimes non capitalisés	40 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ()	
Autres		
-	42 () ()	
-	43 () ()	
	44 () ()	
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45	48 642
Investissements à financer	46 () ()	
	47	48 642
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48	1 234 391
Propriétés destinées à la revente	49	1 251 861
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53	1 234 391
		1 251 861
Éléments de passif		
Dette à long terme	54	
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 () ()	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () ()	
	58	
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60	
	61	1 234 391
		1 251 861

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95	549	549
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	128 678
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	128 678
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	128 678
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	626 511	632 023	643 230
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	626 511	632 023	643 230
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11	5 236	5 032	4 964
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	105 213	82 995	83 339
Autres				
-BOUES DE FOSSES SEPTIQUES	14		21 723	36 777
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	110 449	109 750	125 080
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	110 449	109 750	125 080
	26	736 960	741 773	768 310

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 100		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 100		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 1 192	3 852	1 192
	35 1 192	3 852	1 192
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
Biens culturels classés	39		
	40		
	41 1 292	3 852	1 192
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52 1 292	3 852	1 192

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	47 165	55 509
Sécurité publique			63 975
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	47 165	55 509
			63 975

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		114 561
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130		114 561

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			2 881
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	17 200	36 859	15 388
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138	3 000		
	139	20 200	36 859	18 269
TOTAL DES TRANSFERTS	140	67 365	92 368	196 805

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		4 239
	144		4 239
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182		4 239

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183			
Sécurité publique	184			
Transport				
Réseau routier	185			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190	2 790		
Hygiène du milieu	191			
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194	2 500	12 000	
Réseau d'électricité	195			
	196	5 290	12 000	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	5 290	12 000	4 239
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	2 000	2 565	3 026
Droits de mutation immobilière	199	10 000	27 084	14 034
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201	18 000		
	202	30 000	29 649	17 060
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	2 300	3 969	5 804
INTÉRÊTS	204	3 100	10 985	9 972
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		1 500	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	20 000	22 376	28 172
	212	20 000	23 876	28 172

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	50 789	47 051		47 051	45 680
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	97 075	97 522	9 594	107 116	92 999
Greffe	4	4 143	4 143		4 143	11 263
Évaluation	5	15 353	16 306		16 306	13 909
Gestion du personnel	6					
Autres	7	10 223	26 052		26 052	21 476
	8	177 583	191 074	9 594	200 668	185 327
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	95 197	94 563		94 563	89 772
Sécurité incendie	10	74 569	74 265		74 265	70 335
Sécurité civile	11					
Autres	12					
	13	169 766	168 828		168 828	160 107
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	110 888	86 197	66 302	152 499	228 004
Enlèvement de la neige	15	58 790	56 168		56 168	53 205
Éclairage des rues	16	7 072	16 861	1 879	18 740	7 535
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	11 423	13 418		13 418	7 444
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	188 173	172 644	68 181	240 825	296 188

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>Budget 2010</u>		<u>Réalisations 2010</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2009</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	5 056	2 530	4 347	6 877	96 077
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	134 494	110 525		110 525	93 929
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30		48 087		48 087	7 794
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	31 168	1 168		1 168	6 557
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					989
	40	170 718	162 310	4 347	166 657	205 346
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	8 769	8 769		8 769	6 215
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	8 769	8 769		8 769	6 215
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	31 807	32 774		32 774	28 810
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	31 807	32 774		32 774	28 810

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Budget 2010	Réalisations 2010		Total	Réalisations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54	500			865
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	20 872	43 699	5 185	48 884
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	35 000	5 390	5 390	5 151
	60	56 372	49 089	5 185	89 422
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	46 719	39 415	574	39 989
Bibliothèques	62	3 000	4 224		4 224
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	13 400	8 321	8 321	9 025
	66	63 119	51 960	574	75 856
	67	119 491	101 049	5 759	165 278
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69				
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72				338
	73				338
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	74		87 881 (87 881)	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité de Saint-Norbert. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 20110131

Dernière modification avant dépôt : 2011-03-08 15:57:54

Dernière modification : 2011-03-08 15:57:54

Réservé au ministère

1 551 459	(6 857)	741 773	0,9408
-----------	---------	---------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		741 773
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		741 773

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	741 773
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<hr/>
Total partiel	4	<hr/> 741 773
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<hr/>
	10	<hr/>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<hr/> 741 773

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>78 803 100</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>78 892 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>78 847 800</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>741 773</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>78 847 800</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	[] [] [] , [9 4 0 8] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Système d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		65 919
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	11 084	
Ameublement et équipement de bureau	18	22 664	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	22 338	
Terrains	20		
Autres	21	20 000	
	22	20 000	65 919

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	27		
Usines de traitement de l'eau potable	28		
Usines et bassins d'épuration	29		
Conduites d'égout	30		
	31		

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	24	47	70
Obligations et billets en monnaies étrangères	2	25	48	71
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	26	49	72
Organismes municipaux	4	27	50	73
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	28	51	74
Autres	6	29	52	75
	7	30	53	76
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par la municipalité				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	8	31	54	77
Réserves financières et fonds réservés	9	32	55	78
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	33	56	79
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	34	57	80
De la municipalité (Société de transport en commun)	12	35	58	81
	13	36	59	82
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	37	60	83
Organismes municipaux	15	38	61	84
Autres tiers	16	39	62	85
Autres	17	40	63	86
	18	41	64	87
Prêts	19	42	65	88
	20	43	66	89
	21	44	67	90
<i>Déduire</i>				
Dette en cours de refinancement	22	45	68	91
	23	46	69	92

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale			
Application de la loi	1		
Évaluation	2	16 306	13 909
Autres	3	28 048	22 555
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	69 657	64 869
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9		
Autres	10	13 418	7 444
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	110 525	93 929
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17	110 525	6 215
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	11 796	17 304
Rénovation urbaine	19		1 178
Promotion et développement économique	20		
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité			
	24		
	25	360 275	227 403

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	1,00	11	35	18	45 583	28	7 122	38	52 705
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3		13		20		30		40	
Cols bleus	4	7,00	14	35	21	65 823	31	9 088	41	74 911
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6		16		23		33		43	
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	8,00			25	111 406	35	16 210	45	127 616
Élus	9	7,00			26	29 305	36	970	46	30 275
	10	15,00			27	140 711	37	17 180	47	157 891

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	16 306	28		54	16 306	80		106	16 306	132
Autres	3	174 768	29	9 594	55	184 362	81		107	184 362	133
	4	191 074	30	9 594	56	200 668	82		108	200 668	134
Sécurité publique											
Police	5	94 563	31		57	94 563	83		109	94 563	135
Sécurité incendie	6	74 265	32		58	74 265	84		110	74 265	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	168 828	35		61	168 828	87		113	168 828	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	86 197	36	66 302	62	152 499	88		114	152 499	140
Enlèvement de la neige	11	56 168	37		63	56 168	89		115	56 168	141
Autres	12	16 861	38	1 879	64	18 740	90		116	18 740	142
Transport collectif	13	13 418	39		65	13 418	91		117	13 418	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	172 644	41	68 181	67	240 825	93		119	240 825	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148
Réseaux d'égout	19	2 530	45	4 347	71	6 877	97		123	6 877	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	110 525	46		72	110 525	98		124	110 525	150
Matières recyclables	21	48 087	47		73	48 087	99		125	48 087	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	1 168	49		75	1 168	101		127	1 168	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	162 310	52	4 347	78	166 657	104		130	166 657	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations	=	Charges		Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
		+				-				
Santé et bien-être										
Logement social	157	8 769	172	187	8 769	202	217	8 769	232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233	
Autres	159		174	189		204	219		234	
	160	8 769	175	190	8 769	205	220	8 769	235	
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	32 774	176	191	32 774	206	221	32 774	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237	
Promotion et développement économique	163		178	193		208	223		238	
Autres	164		179	194		209	224		239	
	165	32 774	180	195	32 774	210	225	32 774	240	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	49 089	181	5 185	54 274	211	12 000	42 274	241	
Activités culturelles										
Bibliothèques	167	4 224	182	197	4 224	212	227	4 224	242	
Autres	168	47 736	183	574	48 310	213	228	48 310	243	
	169	101 049	184	5 759	106 808	214	12 000	94 808	244	
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245	
	171	837 448	186	87 881	925 329	216	12 000	913 329	246	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	56 086	65 919
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	56 086	65 919

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	292 130	292 987
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	292 130	292 987
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	44 938	40 501
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(20 000)	(90 000)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7		
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	24 938	(49 499)
Solde à la fin de l'exercice	11	317 068	243 488
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12		
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15		
Activités d'investissement	16		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17		
Financement des investissements en cours	18		
	19		
Solde à la fin de l'exercice	20		

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice		
	31	
	32	
Solde à la fin de l'exercice	33 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34	
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37	48 642
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40	
	41	48 642
Solde à la fin de l'exercice	42	48 642
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 1 251 861	1 269 883
Redressement aux exercices antérieurs	44 14 325	47 897
Solde redressé au début de l'exercice	45 1 266 186	1 317 780
Variation de l'exercice	46 (31 795)	(65 919)
Solde à la fin de l'exercice	47 1 234 391	1 251 861

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	[] [] [] , [] [] \$
Égout	2	[] [6] [8] , [0] [0] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[1] [6] [5] , [0] [0] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
VIDANGE DE BOUES DE FOSSES SEPTIC	55,7000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	128 857 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2150 RUE PRINCIPALE
(no) (rue)
SAINT-NORBERT J0K 3C0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 836-4700
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 836-4004
(ind. rég.) (numéro)

Courriel MUNICIPALITÉ@ST-NORBERT.COM

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom MARTINE LABERGE

Téléphone (450) 836-4700
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 836-4004
(ind. rég.) (numéro)

Courriel MUNICIPALITÉ@ST-NORBERT.COM

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom MICHEL SYLVESTRE CA INC.

Titre COMPTABLE AGRÉÉ

Adresse 368 CHEMIN DES PRAIRIES
(no) (rue)
JOLIETTE J6E 4J8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 759-3381
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 759-3401
(ind. rég.) (numéro)

Courriel MICHEL Sylvestre CA@VIDEOTRON.CA

Responsable du dossier MICHEL SYLVESTRE CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-03-08 15:57:54

Dernière modification : 2011-03-08 15:57:54

Réservé au ministère

1 551 459

(6 857)

741 773

0,9408

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
 (Nom)
 de Saint-Norbert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de _____ (6 857) \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de _____ 741 773 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-03-08 15:57:54

Dernière modification : 2011-03-08 15:57:54

Réservé au ministère

1 551 459	(6 857)	741 773	0,9408
-----------	---------	---------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)